

Congrès FECQ (Fédération étudiante collégiale du Québec) : 11-12-13 août

DéléguéEs présentEs pour l'AGECVM:

Frédéric Morin-Bordeleau et Anne-Marie Provost

Ce rapport se veut le plus exhaustif et descriptif possible, autant au niveau des impressions suscitées par certaines choses, des moyens d'actions discutés, des conjonctures politiques, des idéologies, des interventions que j'ai faites au nom de l'AGECVM, etc.

L'asso de Trois-Rivières :

C'est une asso de service au premier abord. Il y a environ 15 ordinateurs dans leur asso pour les étudiantEs. Ils ont un salon étudiant qui se nomme « le loft », sûrement dans une perspective d'être à la mode. Moi ça me fait penser au loft de Montréal. Ils ont un immense écran plasma télé dans leur salon étudiant, qui a été payé par l'asso. David, l'interne de la FECQ et ancien de 3-rivières, a tenu à spécifier qu'il était contre.

Leur magasin scolaire est une entreprise privée. L'exec d'y il y a un an a essayé d'implanter une coop, mais l'admin n'a pas jugé bon changer de système car une loi du cégep lui permet de contrôler les prix du magasin scolaire. Il y a un local plus militant à côté de l'asso avec des affiches et collants du PCR-co et de la NEFAC sur la porte.

Congrès FECQ :

Il n'y a pas eu quorum, mais les gens ont décidé d'attendre au Camp de formation pour légitimer les prises de positions et continuer les débats sur la campagne sur le dégel. Ils jugeaient que c'était trop important pour faire ça en conférence téléphonique.

Les documents du congrès sont disponibles sur demande à l'Association Générale Étudiante du Cégep du Vieux Montréal (AGECVM).

Lien vers l'avis de convocation du congrès : <http://www.fecq.org/index1.html>

La CASP (commission des affaires sociopolitiques) :

3. Rencontres

Ces rencontres sont surtout des rencontres exploratoires, qui servent à amasser de l'information. Il semble un peu irréaliste que la FECQ participe activement aux actions et à l'élaboration des coalitions qu'elle rencontre si elle lance une campagne pour contrer le dégel.

Présence de la FECQ au congrès des jeunes libéraux.

But :

Suite à la sortie de Bégin (président de la commission jeunesse du PLQ) annonçant la décision des jeunes libéraux de se positionner pour le dégel des frais, la FECQ a décidé de tâter le terrain pour voir ce qu'il en était.

La FEUQ (fédération étudiante universitaire du Québec), la FAECUM (Fédération des associations étudiantes du campus de l'université de Montréal), la FEUS (Fédération étudiante de l'université de Sherbrooke) et la CADEUL (Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'université Laval) étaient également présentes.

Le plus gros sujet traité a été le développement économique et social du Québec, et le dégel a peu été abordé car les jeunes libéraux avaient déjà une position récente sur le sujet. Le samedi, Charest a annoncé qu'il avait une bonne nouvelle pour le dimanche. La FECQ, la FAECUM, la FEUQ et la FEUS ont essayé de savoir qu'elle était cette annonce surprise. Ils ont réussi à savoir que ça concernait les transferts fédéraux, mais sans plus. L'annonce était finalement un réinvestissement en

éducation post secondaire (voir en annexe le communiqué du Premier ministre, Jean Charest, et le communiqué commun de la FECQ-FEUQ).

La FECQ a discuté avec Charest et a tâté le terrain pour le dégel. Charest n'est pas encore fixé sur le dégel pour un prochain mandat.

Élections :

Le groupe des 4 s'est infiltré dans les huis-clos. Il en est sorti que les élections ne devraient pas être cet automne, car le déséquilibre fiscal doit être canné avant. Les assemblées d'investitures se tiendront probablement en Février ou en Mars. Je conclus que le moment des élections sera déterminé en fonction de la faisabilité ou non de régler le dossier du déséquilibre fiscal pendant le printemps ou pendant l'automne.

Plan d'action de la CASP

4. Assemblée citoyenne de la CSN

Ça peut être pertinent de participer à ce type d'assemblées, qui servent à dénoncer les positions néolibérales du gouvernement Charest et le néolibéralisme en général. Ce sera à l'AG, ou à tout le moins à l'exécutif, de décider si on participe à ces assemblées. Je vais vérifier les dates des assemblées dans la région de Montréal.

5. Stratégie d'action jeunesse

La FECQ insiste sur la nécessité de participer aux comités de dispatch de cash pour les projets des jeunes (forums jeunesse), car, de 1, beaucoup d'argent s'y brasse et, de 2, il faut éviter que ce soit un seul groupe qui noyauté ces comités et ramasse la palette. Je vois peu d'intérêt à ce type de projet, car au vieux nous ne sommes pas en manque d'argent et il y a d'autres dossiers prioritaires qui nécessitent de l'énergie.

6. Librairie coopérative

La FECQ se penche sur ce dossier pour la première fois. Elle compte s'informer sur les différents types de coop avant d'élaborer des revendications. Voir les mauvais côtés de coopsco.

7. Kyoto

La FECQ ne compte pas établir un plan d'action car il y a la conjoncture des élections potentielles qui nécessitent déjà beaucoup d'énergie, et historiquement la FECQ fait plus suivre les plans de d'autres coalitions plutôt qu'être à l'avant-garde. Elle compte rester à l'affût d'éventuelles actions des coalitions. Le dégel reste le dossier prioritaire.

8. Politique-cadre en environnement

La FECQ a élaboré une ébauche de la loi-cadre. Elle compte en premier lieu la faire lire à des organismes environnementaux (exemple : ENJEU) pour savoir si elle est carrément dans le champs ou non. Ensuite, après des modifications faites suite aux rencontres d'intervenants environnementaux, la FECQ va essayer d'aller se chercher des appuis. Ensuite, elle va soumettre le projet au ministère de l'environnement. Ensuite, elle souhaite des consultations de tous les intervenants environnementaux des cégeps pour peaufiner la loi-cadre et donner des moyens aux cegeps pour assurer un suivi de l'instauration de la loi et permettre aux cegeps plus en retard d'appliquer la loi.

9. AGCS

Dossier non prioritaire pour l'instant. Je doute fortement de la capacité de la FECQ a influencé de manière décisive le rôle du Canada dans l'AGCS. Comme une mouche devant un bloc de béton. La FECQ compte plus solliciter les députés fédéraux directement sur ce dossier plutôt que de faire en sorte que le Québec fasse de la pression sur le restant du Canada. Toutefois, il est facile de prédire

qu'idéologiquement les conservateurs sont pour ce type de traité. Et les quelques assos de la FECQ qui feront de la pression sur des députés fédéraux québécois auront un poids proportionnel au nombre de députés fédéraux québécois sur lesquels ils font de la pression. Donc peu de poids.

10. Situation au Proche-Orient

« La ligne de la paix ». « Nous sommes neutres ».

C'est impossible, dans un sens, de ne pas prendre parti (dans la mesure où la non-dénonciation d'un groupe devient un appui silencieux à ce groupe). Dans cette perspective, une position sur le pacifisme serait peut-être mieux. Donc tu appuies le Liban si Israël les envahit, en arguant la légitime défense face à une attaque, mais si le Liban commence à outrepasser les frontières qu'ils défendaient pour, par exemple, attaquer Israël alors que celui-ci s'est pacifiquement retiré du Liban, tu cesses de l'appuyer. On trouvait ma suggestion trop technique.

La proposition finale qui a été adoptée est : « La FECQ propose un cessez-le feu ».

CAC (commission des affaires collégiales) **Plan d'action de la CAC**

Il semble y avoir 2 options : campagne plus sur le gel avec FEUQ et PQ ou campagne plus sur la gratuité avec QS et l'ASSÉ.

Si option 1 : PR sur les députés libéraux pour le gel + transferts fédéraux

2. FECQ-FEUQ pas les seuls à faire du PR sur les députés et les jeunes libéraux pour le dégel; faudra-t-il essayer de positionner la fédé des cegeps pour le gel?

1. députés pas besoin de faire les putes à étudiants (bon % ds les sondages, caner en partie éducation et environnement), surtout si ils règlent le dossier du déséquilibre fiscal.

3. députés libéraux plus open au PR de la Fédé des cegeps et du CPQ et des lucides que d'un syndicat étudiant. Réponse d'un exécutant de la FECQ à cela : *Toutefois, le rapport de force étudiant peut être plus grand* : « comité d'accueil » aux conférences de presse, etc.

4. apport : la fecq peut faire des actions symboliques pour aider la feuq pendant la campagne électorale, qui a des moyens de mob plus déficients

Si option 2 : campagne médiatique et d'actions symboliques pour donner l'impression d'un mouvement de masse. Il faut plus.

1. garde une marge de manœuvre si le gel est maintenu

2. commence à intégrer l'idée de la gratuité au sein de la population

3. apport : une recherche concrète, factuelle, pragmatique, réaliste. Source de financement de la gratuité est le plus important (ASSÉ + idéologique, QS pas le temps de travailler là-dessus en profondeur). Donne de la crédibilité au mouvement, car on s'enlise dans une guerre de chiffre pour l'automne.

4. Le gel, c'est bien. La gratuité, c'est mieux. Évidemment la FECQ ne doit pas partir avec l'idée que la gratuité sera instaurée avec cette campagne. Elle doit seulement commencer à s'implanter au sein de l'opinion publique. Argument fecquiste : « Mes étudiants ne sont pas prêts à entendre parler de gratuité ». Réplique : pour préparer les étudiants à entendre parler de ça, il faut une campagne au niveau des médias nationaux, des médias locaux des cegeps, comité mob, AG, etc. La FECQ a un mémoire sur la gratuité, elle peut donc se permettre de commencer la mob sur ce sujet.

5. Toutefois, groupes plus marginaux.

La FECQ a défini 3 axes de campagne sur le financement en éducation : sous-financement, transferts fédéraux et accessibilité financière.

ASSÉ et FECQ : 2 visions de la gratuité différentes donc choc médiatique si la FECQ planche sur la gratuité.

Je crois que faire une plate-forme de revendications allant vers la gratuité en partant du gel est la meilleure solution.

Les décisions formelles concernant le dégel seront prises lors du camp de formation à la fin septembre.

Dimanche

Rencontre avec André Gabias, député libéral provincial de Trois-Rivières

Le député libéral André Gabias est venu répondre aux questions de la FECQ sur le sous-financement et l'accessibilité aux études. C'est quelqu'un qui parle beaucoup, qui répond peu aux questions et qui ressemble à un entraîneur de hockey.

À force de questions, il est apparu que Gabias est probablement pour un dégel des frais de scolarité, et pour les transferts fédéraux.

Des questions ont été posées sur la baisse démographique, qui entraîne un exode des jeunes de régions vers les grands centres urbains. Ses 2 solutions sont l'immigration et faire des enfants. Il affirme qu'il faut plus d'information sur les programmes et les spécialités de chaque région pour vaincre à l'exode.

Beaucoup de discussion ont eu lieu sur le dégel. J'ai posé une question : « Vous semblez être pour un dégel des frais. Si hypothétiquement il y avait un dégel, seriez-vous pour une hausse des prêts et bourses? D'ailleurs je vous signale que plus tôt, vous avez affirmé que les prêts et bourses incitaient quelqu'un de Trois-Rivières, par exemple, à aller étudier à Laval, ce qui aide à l'exode vers les centres urbains. Dans ce contexte, comment assurer une accessibilité aux études? Pour finir, juste vous signaler que vous avez mentionné plus tôt que des gens profitent du système. C'est vrai. Notamment ceux qui profitent de l'évasion fiscale. Des restrictions sur l'évasion permettraient des rendements intéressants. »

Sa réponse ressemblait à ça : « Je ne crois pas qu'il faille modifier l'éducation dans l'espoir que nous obtiendrons plus de fond de l'évasion fiscale. Il est apparu ensuite qu'il était pour une amélioration du système de prêts. Comme j'étais fatiguée (pas de café), je n'ai pas retenu tous les éléments de sa réponse.

Un délégué de Trois-Rivières a opposé des arguments égalitaristes et une analyse de classe aux arguments de Gabias. Il a démontré entre autres que le dégel des frais bénéficiait aux plus riches de la société seulement.

À l'écouter, nous étions des idéologues prônant un statu quo (lire gel) et lui s'affichait comme quelqu'un connaissant la « vraie réalité » (pour le citer). Ce genre d'affirmations est revenu quelquefois. Je pompais philosophiquement alors je lui ai fait remarqué, avec Bois-de-Boulogne, que le néo-libéralisme dans lequel il s'inscrit en éducation est aussi une idéologie et qu'il n'a pas à prétendre à une objectivité. Que nous évoluons dans des cadres idéologiques différents dans lequel nous somme pragmatiques et logique, et dans lesquels nous nous basons sur des faits. J'avais un ton un peu baveux, ce qui explique sa réponse : « mais je suis moins borné que toi ».

Et j'ai aussi souligné que nous sommes pour la gratuité et que nous n'agissons et ne parlons pas pour un statu quo relatif au gel des frais. Le changement va dans les 2 sens. Ceci a clos la discussion.

Campagne plan d'action

Objectif : plus se concentrer sur une campagne de mobilisation que sur une campagne de sortage de vote jeune massif pour faire de la pression sur le gouvernement libéral. Plus axé sur des actions nécessitant des militants. Faire un moitié moitié entre informer les gens sur les élections et le vote et entre faire des actions. Ne pas faire une campagne de peur sur les politiciens avec les votes jeunes.

Contenu : axer sur le sous-financement, les transferts fédéraux, gel des frais dans une perspective de gratuité scolaire, AGCS, politique cadre en environnement.

La plupart des assos ont fait par de leur désir que l'exec national rencontre l'ASSÉ pour discuter de leur plan d'action respectif et voir s'il y a des terrains d'ententes communs, notamment sur la question du dégel des frais.

Conclusion

Je crois que la FECQ a les yeux plus gros que la panse.

Si on regarde les échéanciers des plans d'action de la CASP et de la CAC, il est quasi-impossible d'assurer un roulement de tous ces dossiers, en plus des dossiers internes des cégeps au local. L'exec national va parfois plus vite que les assos locales peuvent se le permettre.

Aussi, c'est dommage que ce soit l'exec national qui élabore tous les plans d'action et les échéanciers. Ça n'incite pas les assos autour de la table à réfléchir profondément à des stratégies, voir si c'est réaliste ou non (et si elles peuvent se permettre de faire tous les échéanciers élaboré par l'exec national, car souvent il y a peu de temps pour réfléchir après les explications d'un exec national), faire des brain-storming entre les gens, réfléchir (quelques personnes semblent souvent endormis et vedge devant les longs discours des exec nationaux : participer activement motive et la démocratie peut se définir en partie par la participation active et réflexive de la direction que prend la société) et savoir vraiment en profondeur commence fonctionne les mécanismes de la sociétés sans suivre plus ou moins aveuglément quelqu'un qui possède une spécialisation.

C'est sûr que c'est plus efficace (dans la mesure où les congrès sont moins longs) d'agir comme la FECQ le fait actuellement, mais en dehors des considérations idéologiques, cela doit demander du temps à l'exec national d'élaborer les plans. Il pourrait plancher sur d'autres choses s'il laissait cette tâche au congrès en se contentant de faire des documents explicatifs.

De plus, la FECQ fait comme d'habitude : elle n'est pas instigatrice d'un mouvement, elle se met à la remorque de coalitions. Toutefois, elle est très organisée sur ses dossiers et ses préparations.

J'ai demandé à Fred ses impressions premières sur la FECQ, étant donné que c'est son premier congrès :

Il a fait des constats sur les relations hommes\ femmes. Il trouvait que quelques hommes croisaient souvent les femmes et qu'ils ne les mettaient pas sur un même pied d'égalité rationnelle. Il dit qu'il avait le réflexe de parler politique avec les hommes mais moins avec les femmes.

J'ai remarqué que les nouveaux exécutants des assos locales sont beaucoup plus Québec solidaire que PQ.

ANNEXE - Communiqués de presse

Réaction du Premier ministre

Le premier ministre se réjouit de l'appui des universités et des cégeps au réinvestissement de 320 M\$ par le gouvernement du Québec

Québec, le 16 août 2006 - « Nous envisageons l'avenir des universités et des cégeps avec confiance et détermination », a annoncé le premier ministre du Québec, M. Jean Charest, au sortir de la rencontre qu'il a tenue aujourd'hui à Québec avec des représentants des établissements universitaires et des cégeps. Le premier ministre était accompagné du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M. Jean-Marc Fournier.

« Cette rencontre a été pour tous l'occasion de convenir de l'importance de conjuguer nos efforts en vue d'une entente avec notre partenaire fédéral sur sa contribution au financement de l'éducation postsecondaire au Québec », a déclaré le premier ministre : « Nous visons un réinvestissement fédéral récurrent, stable, prévisible et substantiel dans les meilleurs délais ».

Le premier ministre a souligné l'urgence de ce réinvestissement fédéral : « Comme nous, les cégeps et les universités du Québec comptent sur un accord avec le gouvernement fédéral au chapitre de l'enseignement postsecondaire, afin de maintenir les acquis d'un système d'enseignement postsecondaire et d'un réseau universitaire qui répondent aux standards de qualité les plus élevés à l'échelle internationale ».

Le ministre Fournier s'est pour sa part félicité de l'appui des représentants des secteurs collégial et universitaire à la démarche du gouvernement : « Les universités et les cégeps considèrent que le réinvestissement récent consenti par le gouvernement du Québec illustre bien l'urgence d'agir : il faut aménager à court terme le cadre financier qui va permettre de continuer d'appuyer le développement de nos cégeps et de nos universités, ainsi que la qualité de la formation pour l'avenir des nouvelles générations ».

Le premier ministre a indiqué que les 320 M\$ consentis la semaine dernière par le gouvernement du Québec ne visaient pas à répondre à la totalité des besoins en éducation postsecondaire : « En respectant les engagements pris pendant la dernière campagne électorale, nous incitons puissamment le gouvernement fédéral à faire de même à la hauteur de ses moyens ».

« Aujourd'hui, les universités et les cégeps sont confrontés à de très grands défis, des défis nouveaux et plus exigeants que jamais à l'heure de la mondialisation. Nos établissements d'enseignement supérieur doivent bénéficier des conditions permettant d'assurer une formation du plus haut niveau qui prépare les Québécois à évoluer dans l'économie du savoir, une économie ouverte sur le monde et axée sur les compétences, l'innovation et le progrès social. C'est pour cette raison que mon gouvernement continue de faire de l'éducation sa priorité », a conclu le Premier ministre.

Réaction de la FECQ suite au Congrès de la Commission jeunesse du PLQ

CNW : Réaction de la FECQ à l'annonce du Ministre Fournier

Mardi 08 août 2006, à 17 h 58

MONTREAL, le 8 août /CNW Telbec/ - La Fédération Etudiante Collégiale du Québec est mitigée par rapport à l'annonce du ministre Fournier. Bien que la FECQ salue l'initiative du gouvernement d'investir de l'argent neuf dans le réseau collégial, elle trouve nettement insuffisantes les sommes accordées pour l'éducation post-secondaire au Québec.

Le dernier montant admis du sous-financement collégial est de 245 millions, or un investissement de 80 millions sur trois ans ne peut aucunement combler ce trou béant dans la qualité de l'éducation. Etienne Hudon-Gagnon, président de la FECQ, réagit devant cette offre : "Les sommes annoncées aideront certainement le réseau des cégeps, mais elles ne permettront pas à celui-ci de sortir de l'impasse dans lequel il se trouve. Les cégeps doivent disposer des marges de manoeuvre nécessaires à l'accomplissement de leur mission."

Le sous-financement de l'éducation post-secondaire étant chronique et s'agrandissant continuellement, un investissement de 80 millions équivaut à mettre un pansement sur une jambe fracturée. Une fois la période d'investissement de trois ans terminée, le pansement sera enlevé, et la blessure aura empiré.

La FECQ dénonce la répartition inégale des sommes allouées. En effet les attributions budgétaires pour l'éducation post-secondaire avoisine 60 % pour le réseau universitaire et 40 % pour le réseau collégial, et elle ne voit pas pourquoi cette constante serait modifiée, comme c'est le cas avec 25 % alloué au réseau collégial.

"Bien que nous reconnaissons l'initiative du Gouvernement Charest, qui n'attend pas les transferts du fédéral, le montant alloué est, et nous le répétons, nettement insuffisant." rajoute M. Hudon-Gagnon. Il renchérit en disant que le Gouvernement devrait maintenant se concentrer sur l'octroi des transferts fédéraux.

Renseignements:

François Laliberté-Auger, vice-président, FECQ, bureau : (514) 396-3320, cellulaire : (514) 554-0576

Réaction de la FEUQ suite au Congrès de la Commission jeunesse du PLQ

CNW : Réaction de la FEUQ à l'annonce du ministre Fournier :

Enfin un peu d'argent dans les universités !

Mardi 08 août 2006, à 17 h 58



MONTREAL, le 8 août /CNW Telbec/ - La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) accueille avec soulagement l'annonce faite aujourd'hui par le ministre de l'Éducation, des Loisirs et des Sports, M. Jean-Marc Fournier, mais se demande pourquoi avoir attendu deux ans.

A cet effet, M. Charest avait promis lors de la dernière campagne électorale d'investir dans les universités 240 millions sur 5 ans. L'arrivée de nouvelles sommes permettra enfin aux universités québécoises de souffler un peu - surtout que la rentrée scolaire approche à grands pas.

"On se demande pourquoi le gouvernement a attendu trois ans avant de remplir sa promesse électorale de 2003, et d'aller de l'avant avec ces investissements. Cette annonce coïncide drôlement avec l'arrivée prochaine d'élections provinciales..." estime Christian Bélair, président de la FEUQ.

Toutefois, ces sommes ne comblent pas la totalité des besoins de nos universités, évalués à 375 millions par année lors de la dernière Commission parlementaire sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités en 2004.

Sur le front fédéral

De plus, M. Fournier a réitéré sa volonté de poursuivre les travaux avec l'ensemble des partenaires du milieu de l'éducation du Québec afin d'obtenir une augmentation des transferts fédéraux pour l'éducation postsecondaire. Par conséquent, la FEUQ souhaite qu'une entente soit rapidement conclue avec le gouvernement fédéral et que ces sommes soient additionnelles aux investissements annoncés aujourd'hui.

"M. Fournier a fait référence à plusieurs reprises à l'entente sur la santé conclue il y a deux ans avec le fédéral. On espère que dans le dossier de l'éducation, le gouvernement assumera ses responsabilités jusqu'à la fin et que, des sommes à venir, il ne soustraira pas celles annoncées aujourd'hui," conclut M. Bélair.

Depuis plus de 15 ans, la FEUQ représente les étudiantes et les étudiants universitaires du Québec. Composée de 18 associations membres et forte de plus de 140 000 membres, la FEUQ est le plus important groupe jeune au Québec.

www.feug.qc.ca

Renseignements:

Véronique Martel, attachée de presse, FEUQ, cellulaire : (514) 668-7764